



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 15 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1971

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΑΚΟΥ
76

«Περὶ ἐγκρίσεως τῶν Πρακτικῶν τῆς ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ IX τῆς ἐλληνοαιγυπτιακῆς συμφωνίας τῆς 26-9-1966 προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς».

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὸ ἀρθρ. 3 τοῦ Α.Ν. ὑπ' ἀριθ. 22/1967 «περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Καίρῳ ὑπογραφείσης τὴν 26ην Σεπτεμβρίου 1966 Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἀποζημιώσεως ἐλληνικῶν συμφερόντων καὶ τῶν προσητημένων αὐτῇ κειμένων»:

Ἐγκρίνομεν τὸ ὑπογραφὲν ἐν Καίρῳ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1971 Πρακτικὸν τῆς ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ IX τῆς ἀπὸ 26-9-1966 ἐλληνοαιγυπτιακῆς συμφωνίας προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ Πρακτικοῦ ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς του.

Τὸ κείμενον τοῦτου ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαρτίου 1971

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

PROCÈS - VERBAL

La Commission Mixte Gréco - Egyptienne, prévue par l'article IX de l'Accord d'indemnisation des intérêts Grecs de 1966, s'est réunie au Caire du 22 février 1971.

La composition de la Délégation Hellénique était la suivante :

Antoine Corantis, Ministre Plénipotentiaire, Chef de la Délégation
Stefanos Granitsas, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères,
Athanase Andréopoulos, Directeur au Ministère du Commerce,
Christakis Apostolidis, Directeur au Ministère des Finances,
Eustathios Georgiou, Chef Comptable a la Banque de Grèce,

Georges Mitsialis,

Conseiller Juridique auprès de l'Ambassade Royale de Grèce au Caire, membres de la Délégation.

La composition de la Délégation de la République Arabe Unie était la suivante :

Zakaria Tewfik Abdel Fattah, Chef de la Délégation, Ibrahim El Cherbini, Conseiller d'Etat, Sequestre Général,

Tewfik Labib, Directeur de la Banque Centrale d'Egypte Mahmoud Mohalled, Chef de Département au Contrôle de Change,

Salah El Seneety, Chef de Département a la Banque Centrale d'Egypte membres de la délégation.

Sur proposition de la Délégation Hellénique, la Commission, lors de sa première séance, a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Echange d'opinions sur la marche de l'application de l'Accord de 1966, et examen des possibilités d'accélérer la liquidation des requêtes d'indemnisation en suspens, notamment requêtes ayant trait à la Réforme Agraire et les Séquestrations.

2. Réexamen des dispositions du Protocole d'Application, ayant trait au mouvement des comptes «M» et «T».

3. Réexamen des points de vue respectifs, concernant les sujets ayant fait l'objet des mémoranda échangés, entre les Autorités compétentes de la R.A.U. et l'Ambassade Royale de Grèce au cours de la période 1969-1970.

Détermination de la procédure de correction des erreurs intervenues dans certaines décisions de nationalisation, dans le cadre des lois de la R.A.U. en vigueur.

4. Sujets spéciaux d'indemnisation, comme par exemple :

(a) Prolongation du délai de soumission des requêtes d'indemnisation.

(b) Remise des obligations de nationalisation aux intéressés n'ayant pas soumis des requêtes d'indemnisation.

(c) Application du décret 169/1969, concernant le transfert des indemnités pour les terres agricoles, conformément aux lois 127/61 et 15/63, et

(d) Encaissement de l'indemnité en Grèce, par procuration ou par les héritiers du bénéficiaire décédé avant le versement.

(e) Paiement des taux d'intérêt 4 % des Bons du Trésor depuis la date de la nationalisation jusqu'au versement du montant de l'indemnité au compte special.

(f) Transfert de l'indemnité au nom des héritiers dans le cas où le bénéficiaire est décédé avant la signature de l'Accord.

(g) Non paiement des intérêts sur des dettes dues aux Banques depuis la date de la nationalisation.

(h) Versement aux intéressés des profits des entreprises nationalisées par les lois 118/1961 et 119/1961.

(i) Imposition du prélèvement de 10 % sur le patrimoine des sujets grecs mis sous séquestre.

(j) Teneur de la Loi 119/1964.

En ce qui concerne le premier sujet, le Président de la Délégation Hellénique a constaté que les annuités (700.000. Livres Egyptiennes) dues ont été transférées intégralement, et il a souligné que ces annuités couvriraient exclusivement les valeurs mobilières nationalisées. En conséquence, il a prié la Délégation Egyptienne de bien vouloir intervenir auprès des Autorités compétentes afin d'accélérer les liquidations des cas de la réforme agraire, ainsi que des biens mis sous séquestre. Enfin, après avoir mis en relief l'intérêt de part et d'autre de savoir, le plus tôt possible, le montant global des indemnités à être transférées par le biais du compte spécial, il a laissé entendre qu'alors les deux Parties pourraient envisager la négociation d'un accord complémentaire de coopération économique.

Le Président de la Délégation Egyptienne a déclaré que les Services compétents de la Réforme Agraire et de la Séquestration Générale déploient actuellement tous les efforts possibles en vue d'accélérer la liquidation des Affaires en suspens et a présenté certaines données dont il appert l'accélération de la liquidation des demandes en suspens.

Particulièrement, il a déclaré que sur 452 cas des terres agricoles, 105 dossiers seront très prochainement signés par le Ministre du Trésor, et vont suivre leur cours. D'ailleurs, sur 21 familles dont les biens ont été mis sous séquestre, 10 dossiers ont été pratiquement réglés, se trouvant aux mains de la Banque Centrale, 6 autres sont sous examen et ils seront réglés dans un mois, et pour le reste certaines difficultés ont surgi qu'on espère aplanir dans un proche avenir.

Sur le sujet 2, le Président de la Délégation Hellénique, a mis l'accent sur le fait que l'accélération des liquidations des demandes, si elle est réalisée au rythme désiré, accroîtra la difficulté du mouvement des sous-comptes «M» et «T», qui a été rendu évident dans les dernières années.

Par ailleurs, le fait qu'il y a des grandes difficultés pour étendre les échanges commerciaux entre les deux Pays par le clearing existant est indépendant de leurs volontés. En conséquence, si par l'accélération de la liquidation des indemnités il n'y a aucune possibilité d'absorption des sommes, l'Accord continuera à clocher. Les montants du compte «T» en Livres en Egypte, indépendamment de la volonté de deux Pays, tout simplement du Moyen Orient, ne peuvent pas être transformés en argent liquide. Or, il a prié la Partie Egyptienne de convenir à la suppression du sous-compte «T» dont le pourcentage sera passé au sous-compte «M», et à la majoration du pourcentage du

prélèvement en faveur de ce dernier sous-compte de 30 % à 40 %, en diminuant à 10 % le pourcentage (20 %) du prélèvement visant au transfert des petites propriétés des rapatriés.

Le Président de la Délégation Egyptienne a déclaré que la demande hellénique touchait directement aux principes fondamentaux de l'Accord de 1966 ; une éventuelle modification de ce dernier pour satisfaire la Partie Grecque non seulement nécessiterait la procédure législative en la matière, mais, en plus, elles créeraient un précédent en ce qui concerne des Accords similaires en vigueur entre la R.A.U. et des Pays tiers. En conséquence, il a exprimé son regret de ne pas être à même de venir à l'encontre de ladite demande.

Sur le sujet 3, le Président de la Délégation Hellénique a exprimé l'espoir que la Partie Egyptienne se souviendrait que pendant les longues négociations pour la conclusion de l'Accord de 1966, certains points ont été restés ouverts, pour d'autres il a été laissé entendre clairement qu'il n'était nullement question d'inclure une mention spéciale dans l'Accord, et pour d'autres sujets il a été dit que, dans le cadre de l'application des Lois Egyptiennes, certaines corrections devraient être faites, si des erreurs étaient signalées. La Partie Hellénique voudrait mettre l'accent sur le fait qu'il n'y a aucune intention de circonvenir aux Lois-Egyptiennes, et, d'autre part, de demander un traitement spécial pour les ressortissants hellènes. Elle répète ce qu'elle a soutenu dans un des 17 mémoires, à savoir que les décisions des Commissions d'Evaluation des Entreprises nationalisées ont un caractère administratif, et, par conséquent, elles sont toujours susceptibles d'un recours quelconque, afin de corriger certaines erreurs.

Le Président de la Délégation Hellénique a prié son homologue Egyptien de bien vouloir lui indiquer quelle est la procédure que l'intéressé doit suivre afin de pouvoir liquider son affaire suivant la Loi. Et qui doit commencer cette procédure ? Or, il requiert des corrections comptables et il propose à cette fin qu'il faudrait déterminer d'un commun accord les modalités d'une procédure souple dans le but d'épargner du temps.

La Délégation de la R.A.U. a contesté le point de vue ci-haut mentionné, en répétant sa position, déjà définie dans sa réponse au memorandum y relatif. Notamment, elle a refusé la possibilité d'un recours de la part de l'intéressé contre les décisions de la Commission d'Evaluation, qui sont considérées selon les Lois-Egyptiennes définitives et ne peuvent pas être soumises à n'importe quel autre jugement.

Néanmoins, et sans préjudice à ce principe, il serait possible de corriger toute erreur strictement matérielle qui aurait pu glisser dans les décisions prises par lesdites Commissions, comme il serait aussi possible, au cas où lesdites Commissions auraient complètement omis un ou plusieurs éléments de l'actif ou passif, de revoir la possibilité d'évaluer l'élément omis, étant donné que la décision de la Commission d'Evaluation ne l'avait pas pris en considération. Dans les limites susmentionnées, la Délégation de la R.A.U. a accepté que la Partie Hellénique transmette à la Commission des dossiers, cas par cas, qui par les soins de cette dernière, seront envoyés aux Services compétents pour l'examen nécessaire.

Le Président de la Délégation Hellénique, après avoir remercié la Délégation de la R.A.U. pour son esprit de coopération et de bonne volonté, l'a priée

de bien vouloir répondre à certains points des 17 mémoires de 1969, sur lesquels la Partie Egyptienne s'est réservée de donner une réponse ultérieurement, à savoir : a) En ce qui concerne les commissions bancaires ; b) l'acquisition de la nationalité hellénique dans un temps sis entre la promulgation de deux lois de nationalisation ; c) la revendication du droit de versement de l'indemnité par les héritiers d'un bénéficiaire décédé ; d) réclamation des impositions (Rabts) notifiées après la mise sous séquestre des patrimoines des sujets grecs et même après la dévolution de ces biens à l'Etat, et e) la déposition d'un certificat prouvant que les biens d'un ayant droit ne se trouvent pas sous séquestre.

La Délégation de la R.A.U. a répondu que le point (a) a été résolu et que des instructions ont été données aux Banques afin de percevoir la commission de 1 % sur le montant effectif à être transféré, et non pas sur le total de la valeur des biens nationalisés. Sur le point (b) la Délégation Egyptienne a déclaré que la personne qui aurait acquis la nationalité grecque après 1960, bénéficie de l'Accord de 1966 en ce qui concerne les biens qui auraient été nationalisés après l'acquisition de la nationalité grecque, pourvu qu'elle remplisse les autres conditions de l'Accord de 1966 ; enfin, elle a ajouté que les instructions nécessaires viennent d'être données. Sur le point (c) elle a précisé que si le bénéficiaire a rempli à temps toutes les conditions légales et est décédé après la conclusion de l'Accord de 1966, mais avant le transfert de son indemnité, alors, cette indemnité est due et payable au profit de ses héritiers non résidents et de nationalité grecque. Sur le point (d), elle a expliqué que les impôts et leurs intérêts dus jusqu'au 24 mars 1964 doivent être payés par la Séquestration Générale au débit de l'actif des biens mis sous séquestre.

En ce qui concerne les intérêts après cette date, la question est soumise au Ministère du Trésor qui a le droit d'exempter ou refuser l'exemption de ces intérêts, selon les données concrètes de chaque cas.

Sur le point (e), elles a répondu que des instructions nécessaires seront données pour que le certificat en question ne soit plus exigé.

Sur le point (a) du sujet 4, le Président de la Délégation Hellénique, se référant au fait qu'il y a encore quelques intéressés qui, pour des raisons divers, n'ont pas pu déposer dans le délai fixé par l'Accord de 1966 les demandes d'indemnisation auprès des Banques Egyptiennes, a proposé qu'une prolongation, par exemple de deux mois, leur soit accordé par un échange de lettres.

Le Président de la Délégation de la R.A.U. a répondu qu'indépendamment du fait que la Grèce par l'Accord précité a obtenu le plus long délai (deux ans) pour la présentation des demandes d'indemnisation de sorte que d'autres Pays ont réclamé le même traitement, et du fait que le Gouvernement de la R.A.U. veut terminer, le plus tôt possible, la liquidation de tous ces d'indemnisation, il serait nécessaire de procéder à la conclusion d'un nouvel accord qui devrait être ratifié par la Chambre.

Sur le point (b), la Délégation de la R.A.U. est tombée d'accord avec le point de vue de la Partie Hellénique, et a déclaré que le Ministère du Trésor est en train de donner les instructions nécessaires à la Banque Centrale.

Sur le point (c), la Délégation de la R.A.U. a déclaré que le Ministère du Trésor est en train d'émettre

des obligations concernant les terres agricoles soumises à la Loi 15 de 1963, et en ce qui concerne les terres agricoles soumises à la Loi 127 de 1961 le Ministère du Trésor émettra des certificats déterminant les montants dus à chaque ressortissant grec bénéficiaire de l'Accord de 1966. Une copie de chaque certificat sera transmise à la Banque Centrale.

Sur le point (d), la Délégation de la R.A.U. a accepté le point de vue de la Partie Hellénique, selon lequel le mandataire peut procéder à tous les actes prévus dans la procuration et, en conséquence, des instructions seront données à la Banque Centrale afin de ne pas exiger à ce que le versement de l'indemnité en Grèce soit effectué au bénéficiaire en personne. D'autre part, les deux Délégations sont tombées d'accord sur le point que du moment où toutes les formalités légales ont été achevées par le bénéficiaire initial, et la somme de l'indemnité lui revenant est transférée au Compte Spécial, ses héritiers ont droit au versement par la Banque de Grèce, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale, c'est-à-dire à condition que le décès ait eu lieu après la remise du montant au Compte Spécial au nom de la Banque de Grèce, et dans ce cas, la distribution dudit montant entre les héritiers sera effectuée par le Gouvernement Hellénique et sous sa propre responsabilité.

Sur le point (a) la Délégation de la R.A.U. a déclaré qu'elle ne pouvait satisfaire la demande hellénique, étant donné qu'il s'agit d'un principe établi dans tous les Accords de ce genre signés avec des Pays tiers.

Sur le point (f), la Délégation de la R.A.U. a précisé qu'en cas de décès du bénéficiaire après la promulgation de la Loi 150/1964, et avant la signature de l'Accord de 1966, la demande des héritiers pour le transfert de l'indemnité à leur nom sera acceptée pourvu que toutes les conditions requises par l'Accord de 1966 soient remplies.

Sur le point (g) la Délégation de la R.A.U. a déclaré que la question est à l'étude et comprend tous les étrangers ayant contracté des dettes avec les Banques Commerciales en déposant comme gage des valeurs mobilières.

Sur le point (h), la Délégation de la R.A.U. a prié la Partie Hellénique de lui faire parvenir les noms des intéressés et des entreprises pour que les dividendes et les profits leur revenant soient versés.

Sur le point (1), la Délégation Hellénique a de nouveau posé la question en ce qui concerne le prélèvement de 10 % sur le patrimoine des sujets grecs mis sous séquestre, et a invoqué la clause de la Nation la Plus Favorisée pour que les ressortissants hellènes soient réservés le même traitement que celui des ressortissants de l'Arabie Séoudite.

La Délégation de la R.A.U. a démenti catégoriquement qu'il y a un arrangement de ce genre avec l'Arabie Séoudite, et, par conséquent, il n'y a pas lieu d'application de ladite clause.

Sur le point (j), la Délégation Hellénique a répété le point de vue déjà exposé dans le mémorandum y relatif de 1969. La Délégation de la R.A.U. a également répété son point de vue, tout en déclarant qu'elle va communiquer la position hellénique aux autorités compétentes.

Les délibérations de la Commission Mixte se sont déroulées dans une atmosphère de parfaite compré-

hension, de bonne volonté, de coopération, et de cordialité mutuelle.

Les deux Délégations sont tombées d'accord sur la nécessité de se réunir tout au moins une fois par an, et tout particulièrement à cause de l'évolution de l'application de l'Accord de 1966 de se rencontrer de nouveau dans les six mois à venir.

Fait au Caire, le 28 février 1971, en deux exemplaire en langue française.

Le Président de la Délégation Hellénique
A. CORANTIS
Le Président de la Délégation de la République Arabe Unie
ZAKARIA TEWFIK ABDEL FATTAH

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Ἡ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου IX τῆς Ἑλληνο-αἰγυπτιακῆς Συμφωνίας τοῦ 1966 περὶ ἀποζημιώσεως τῶν ἐλληνικῶν συμφερόντων προβλεπομένη Μικτὴ Ἑλληνοαἰγυπτιακὴ Ἐπιτροπὴ συν-ῆλθεν ἐν Καίρῳ ἀπὸ 22ας μέχρι 28ης Φεβρουαρίου 1971.

Ἡ σύνθεσις τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας ἦτο ἡ ἀκόλουθος :

Ἀντώνιος Κοραντῆς, Πληρεξούσιος Ὑπουργός, Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Στέφανος Γρανίτσας, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐξωτερικῶν.

Ἀθανάσιος Ἀνδρεόπουλος, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Ἐμπορίου.

Χριστάκης Ἀποστολίδης, Διευθυντὴς παρὰ τῷ Ὑπουργεῖῳ Οἰκονομικῶν.

Εὐστάθιος Γεωργίου, Ἀρχιλογιστὴς τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Γεώργιος Μητσιαλῆς, Νομικὸς Σύμβουλος παρὰ τῇ Β. Πρεσβείᾳ τῆς Ἑλλάδος ἐν Καίρῳ, μέλη τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ἡ σύνθεσις τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἦτο ἡ ἀκόλουθος :

Zakaria Tewfik Abdel Fattah, ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ibrahim El Cherbini, Σύμβουλος τοῦ Κράτους, Γενικὸς Μεσεγγυοῦχος.

Tewfik Labib, Διευθυντὴς τῆς Κεντρικῆς Τραπεζῆς τῆς Αἰγύπτου.

Mahmoud Mohallel, Προϊστάμενος παρὰ τῷ Ἐλέγῳ Συναλλαγμάτων.

Salah El Seneety, Προϊστάμενος παρὰ τῇ Κεντρικῇ Τραπεζῇ Αἰγύπτου, μέλη τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Προτάσει τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας ἡ Ἐπιτροπὴ ἐνέκρινε, κατὰ τὴν πρώτην συνεδριάσιν της, τὴν ἀκόλουθον ἡμερησίαν διάταξιν.

1. Ἀνταλλαγὴ ἀπόψεων ἐπὶ τῆς πορείας τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966 καὶ ἐξέτασις τῶν δυνατοτήτων ἐπιταχύνσεως τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν ἐκκρεμῶν αἰτήσεων ἀποζημιώσεως, ἰδίᾳ ἐκείνων αἰτίνες ἀφοροῦν τὴν ἀγροτικὴν μεταρρυθμίσιν καὶ τὰς μεσεγγυήσεις.

2. Ἐπανεξέτασις τῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν κίνησιν τῶν λογαριασμῶν «Μ» καὶ «Τ» διατάξεων τοῦ Πρωτοκόλλου Ἐφαρμογῆς.

3. Ἐπανεξέτασις τῶν ἐκατέρωθεν ἀπόψεων τῶν ἀφορωσῶν εἰς τὰ θέματα τὰ περιεχόμενα εἰς τὰ ἀνταλλαγένητα, κατὰ τὴν περίοδον 1969 - 1970, μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἀρχῶν τῆς

Η.Α.Δ. καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Πρεσβείας ἐν Καίρῳ, ὑπομνήματα.

Καθορισμὸς τῆς διαδικασίας διορθώσεως τῶν ἐμφυλοχωρησάντων εἰς ὠρισμένας ἀποφάσεις ἐθνικοποιήσεων λαθῶν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῶν ἐν ἰσχύϊ νόμων τῆς Η.Α.Δ.

4. Εἰδικὰ θέματα ἀποζημιώσεων, ὡς π.χ.

α) Παράτασις τῆς προθεσμίας ὑποβολῆς τῶν αἰτήσεων ἀποζημιώσεως.

β) Παράδοσις τῶν ὁμολογιῶν ἐθνικοποιήσεως εἰς τοὺς μὴ ὑποβαλόντας αἴτησιν ἀποζημιώσεως δικαιούχους.

γ) Ἐφαρμογὴ τοῦ Διατάγματος 169/1969, ἀφορῶντος εἰς τὴν μεταφορὰν τῶν ἀποζημιώσεων διὰ τὰς ἀγροτικὰς γαίας, συμφῶνως πρὸς τοὺς νόμους 127/1961 καὶ 15/1963.

δ) Εἰσπραξίς τῆς ἀποζημιώσεως ἐν Ἑλλάδι, δυνάμει πληρεξουσίῳ ἢ ὑπὸ τῶν κληρονόμων τοῦ ἀποβιώσαντος πρὸ τῆς πληρωμῆς δικαιούχου.

ε) Πληρωμὴ τόκων 4 % ἐπὶ τῶν χρεωγράφων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐθνικοποιήσεως μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τῆς καταβολῆς τοῦ ποσοῦ ἀποζημιώσεων εἰς τὸν Εἰδικὸν Λογαριασμὸν.

στ) Μεταφορὰ τῆς ἀποζημιώσεως ἐπ' ὀνόματι τῶν κληρονόμων, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ δικαιούχος ἀπεβίωσε πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας.

ζ) Μὴ πληρωμὴ τόκων ἐπὶ τῶν ὀφειλομένων πρὸ τὰς Τραπεζῶν χρεῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐθνικοποιήσεως.

η) Πληρωμὴ εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους τῶν κερδῶν τῶν ἐθνικοποιηθεῖσων ὑπὸ τῶν νόμων 118/1961 καὶ 119/1964 ἐπιχειρήσεων.

θ) Παρακράτησις τοῦ 10 % ἐπὶ τῶν ὑπὸ μεσεγγύησιν τελουσῶν ἐλληνικῶν περιουσιῶν.

ι) Περιεχόμενον τοῦ Νόμου 119/1964.

Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸ πρῶτον θέμα, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας διεπίστωσεν ὅτι αἱ ὀφειλόμεναι ἐτήσιαι δόσεις (700.000 Αἰγυπτιακαὶ Λίραι) μετεφέρθησαν ἐξ ὀλοκληρῶ, τόνισας ὅμως ὅτι αἱ δόσεις αὐτὰ ἐκάλυπτον ἀποκλειστικῶς τὰ ἐθνικοποιηθέντα χρεώγραφα. Παρακάλεσεν, ὅθεν, οὗτος τὴν Αἰγυπτιακὴν Ἀντιπροσωπείαν ὅπως, εὐαρεστούμενη παρέμβῃ παρὰ ταῖς ἀρμοδίαις ἀρχαῖς ἐπὶ τῷ τέλει ἐπιταχύνσεως τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν περιπτώσεων τῆς ἀγροτικῆς μεταρρυθμίσεως, ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ὑπὸ μεσεγγύησιν περιουσιῶν. Τέλος, ἀφοῦ ἐξῆρε τὸ ὑφιστάμενον ἐκατέρωθεν ἐνδιαφέρον ὅπως γνωστῇ, τὸ δυνατόν, ταχύτερον, τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν πρὸς μεταφορὰν, μέσῳ τοῦ εἰδικοῦ λογαριασμοῦ, ἀποζημιώσεων, ἄφησε νὰ ἐννοηθῇ ὅτι τότε τὰ δύο μέρη θὰ ἠδύνατο ν' ἀντιμετωπίσουν τὴν διαπραγματεύσιν μιᾶς συμπληρωματικῆς συμφωνίας οἰκονομικῆς συνεργασίας.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Αἰγυπτιακῆς Ἀντιπροσωπείας ἐδήλωσεν ὅτι αἱ ἀρμοδίαι Ὑπηρεσίαι τῆς Ἀγροτικῆς Μεταρρυθμίσεως καὶ τῆς Γενικῆς Μεσεγγυήσεως καταβάλλουν νῦν πᾶσαν δυνατὴν προσπάθειαν διὰ τὴν ἐπιτάχυνσιν τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν ἐκκρεμῶν ὑποθέσεων καὶ παρουσίασεν ὠρισμένα στοιχεῖα ἐξ ὧν προκύπτει ἡ ἐπίσπευσις τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν ἐκκρεμῶν αἰτήσεων. Εἰδικώτερον οὗτος ἐδήλωσεν ὅτι, ἐπὶ 452 περιπτώσεων ἀγροτικῶν γαιῶν, 105 φάκελλοι θὰ ὑπογραφοῦν λίαν προσεχῶς ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Ὁθσαυροφυλακίου καὶ θὰ προωθηθοῦν περαιτέρω. Ἐξ ἄλλου, ἐπὶ 21 οἰκογενειῶν τῶν ὁποίων αἱ περιουσίαι ἔχουν τεθῇ ὑπὸ μεσεγγύησιν, 10 φάκελλοι ἔχουν οὐσιαστικῶς ρυθμισθῇ, εὐρισκόμενοι εἰς χεῖρας τῆς Κεντρικῆς Τραπεζῆς, ἕτεροι 6 τελοῦν ὑπὸ ἐξέτασιν καὶ θὰ ρυθμισθοῦν ἐντὸς μηνός, καὶ διὰ τοὺς ὑπολοίπους ἀνεφύησαν ὠρισμέναι δυσχέρειαι αἰτίνες ἐλπίζεται ὅτι θὰ παρακαμφθοῦν εἰς τὸ ἐγγὺς μέλλον.

Ἐπὶ τοῦ θέματος ὑπ' ἀριθ. 2, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας ἐτόνισε τὸ γεγονός ὅτι ἡ ἐπίσπευσις τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν αἰτήσεων, ἐὰν αὕτη πραγματοποιηθῇ κατὰ τὸν ἐπιθυμητὸν ρυθμὸν, θὰ ἐπαυξήσῃ τὴν δυσχέρειαν κινήσεως τῶν ὑπολογισμῶν «Μ» καὶ «Τ», ἥτις κατέστη προφανὴς κατὰ τὰ τελευταῖα ἔτη. Ἐξ ἄλλου, τὸ γεγονός ὅτι ὑφίστανται μεγάλαι δυσκολίαι διὰ τὴν ἐπέκτασιν μέσω τοῦ λειτουργούντος κληρικῆ, τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν εἶναι ἀνεξάρτητον τῆς θελήσεώς των. Κατὰ συνέπειαν, ἐὰν διὰ τῆς ἐπισπεύσεως τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν ἀποζημιώσεων δὲν ὑπάρχῃ δυνατότης τῆς ἀπορροφῆσεως τῶν ποσῶν, ἡ συμφωνία θὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ χωλαίνει. Τὰ ποσὰ τοῦ λογαριασμοῦ «Τ» εἰς αἰγυπτιακὰς λίρας, ἀνεξαρτήτως τῆς θελήσεως τῶν δύο χωρῶν, ἀπλῶς λόγῳ τῶν γεγονότων τῆς Μέσης Ἀνατολῆς, δὲν δύνανται νὰ ρευστοποιηθοῦν. Παρεκάλεσεν ὅθεν οὗτος τὴν αἰγυπτιακὴν πλευρὰν ὅπως συμφωνήσῃ εἰς τὴν κατάργησιν τοῦ λογαριασμοῦ «Τ», τοῦ ὁποῦτον τὸ ποσοστὸν νὰ ἀχθῇ εἰς τὸν λογαριασμὸν «Μ», καὶ εἰς τὴν αὐξήσιν τοῦ ποσοστοῦ παρακρατήσεως ὑπὲρ τοῦ τελευταίου τούτου λογαριασμοῦ ἀπὸ 30 % εἰς 40 %, μειουμένου εἰς 10 % τοῦ ἐξ 20 % παρακρατήματος διὰ τὴν μεταφορὰν τῶν μικρῶν περιουσιῶν τῶν ἐπαναπατριζομένων.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Αἰγυπτιακῆς Ἀντιπροσωπείας ἐδήλωσεν ὅτι ἡ ἑλληνικὴ αἵτησις ἔθιγεν εὐθέως τὰς θεμελιώδεις ἀρχὰς τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966· ἐνδεχομένη τροποποίησις τῆς τελευταίας ταύτης, διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ὅχι μόνον θ' ἀπτήται τὴν σχετικὴν νομοθετικὴν διαδικασίαν, ἀλλὰ, ἐπὶ πλέον θὰ ἐδημιούργει προηγούμενον διὰ τὰς ἄλλας παρομοίας ἐν ἰσχύϊ Συμφωνίας μεταξὺ Η.Α.Δ. καὶ τρίτων Χωρῶν. Ἐξέφρασεν, ὅθεν, οὗτος τὴν λύπην του διότι δὲν εἶναι εἰς θέσιν ν' ἀποδεχθῇ τὸ ἑλληνικὸν αἶτημα.

Ἐπὶ τοῦ θέματος ὑπ' ἀριθ. 3, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας ἐξέφρασε τὴν ἐλπίδα ὅτι ἡ Αἰγυπτιακὴ πλευρὰ θὰ ἐνεθυμεῖτο ὅτι, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν μακρῶν διαπραγματεύσεων διὰ τὴν σύναψιν τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966, ὠρισμένα σημεῖα παρέμειναν ἀνοικτά, δι' ἕτερα ἀφέθη σαφῶς νὰ ἐννοηθῇ ὅτι δὲν ὑπῆρχε καὶν θέμα νὰ περιληφθοῦν εἰς τὴν Συμφωνίαν δι' ἰδιαιτέρας μνείας καὶ δι' ἄλλα ἐλέχθη ὅτι, ἐν τῷ πλαισίῳ ἐφαρμογῆς τῶν αἰγυπτιακῶν νόμων, θὰ ἡδύνατο νὰ ἐπέλθουν ὠρισμέναι διορθώσεις, ἐφ' ὅσον θὰ διεπιστοῦτο ἡ ὑπαρξὶς λαθῶν. Ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ ἐπεθύμει νὰ τονίσῃ τὸ γεγονός ὅτι οὐδόλως ἔχει τὴν πρόθεσιν νὰ καταστρατηγήσῃ τοὺς αἰγυπτιακοὺς νόμους καὶ οὕτε, ἐξ ἄλλου, νὰ ζητήσῃ εἰδικὴν μεταχείρισιν διὰ τοὺς Ἕλληνας ὑπηκόους. Αὕτη ἐπαναλαμβάνει ὅτι ὑπεστήριζεν εἰς ἕνα ἐκ τῶν 17 ὑπομνημάτων τῆς, δηλαδὴ ὅτι αἱ ἀποφάσεις τῶν Ἐπιτροπῶν ἐκτιμήσεως τῶν ἐθνικοποιηθεῖσάν ἐπιχειρήσεων ἔχουν χαρακτῆρα διοικητικὸν καί, κατὰ συνέπειαν ὑπόκεινται πάντοτε εἰς οἰανδήποτε προσφυγὴν ἐπὶ τῷ σκοπῷ διορθώσεως ὠρισμένων λαθῶν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας παρεκάλεσε τὸν Αἰγύπτιον συνάδελφόν του ὅπως εὐαρεστηθῇ νὰ τοῦ ὑποδείξῃ τὴν διαδικασίαν τὴν ὁποίαν ὀφείλει ν' ἀκολουθήσῃ ὁ ἐνδιαφερόμενος διὰ νὰ δυνηθῇ νὰ ἐκκαθαρίσῃ τὴν ἀπαίτησιν του συμφώνως πρὸς τὸν νόμον. Καὶ ποῖος ὀφείλει ν' ἀρχίσῃ τὴν διαδικασίαν ταύτην; Ζητεῖ, ὅθεν, οὗτος λογιστικὰς διορθώσεις καὶ προτείνει πρὸς τὸν σκοπὸν τούτον ὅτι θὰ ἔδει νὰ καθορισθῇ διὰ κοινῆς συμφωνίας μία εὐκίνητος διαδικασία πρὸς ἀποφυγὴν ἀπωλείας χρόνου.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἡμφεσβήτησε τὴν ἀνωτέρω ἐκτεθεῖσαν ἀποψιν, ἐπαναλαμβάνουσα τὴν θέσιν τῆς ἥτις ἦδη εἶχε καθορισθῇ εἰς τὴν ἀπάντησιν τῆς πρὸς τὸ σχετικὸν ὑπόμνημα. Συγκεκριμένως, αὕτη ἡρνήθη τὴν δυνατότητα προσφυγῆς ἐκ μέρους τοῦ ἐνδιαφερομένου κατὰ τῶν ἀποφάσεων τῶν Ἐπιτροπῶν Ἐκτιμήσεως, αἵτινες θεωροῦνται, συμφώνως πρὸς τοὺς αἰγυπτιακοὺς νόμους, ὀριστικά, μὴ δυνάμεναι νὰ ὑπαχθῶν εἰς οἰανδήποτε ἄλλην

κρίσιν. Ἐν τούτοις, χωρὶς νὰ γίνῃ παράβασις τῆς ἀνωτέρω ἀρχῆς, θὰ ἦτο δυνατόν νὰ διορθωθῇ πᾶν λάθος αὐστηρῶς ὑλικῆς φύσεως, ὅπερ θὰ ἡδύνατο νὰ παρεισφύρῃ εἰς τὰς ἐκδοθείσας ὑπὸ τῶν ρηθειῶν Ἐπιτροπῶν ἀποφάσεις, ὡς ἐπίσης θὰ ἦτο δυνατόν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ ἐν λόγῳ Ἐπιτροπαὶ θὰ εἶχον πλήρως παραλείψει ἐν ἡ περισσότερα στοιχεῖα τοῦ ἐνεργητικοῦ ἢ τοῦ παθητικοῦ, νὰ παρασχεθῇ ἡ δυνατότης ἐκτιμήσεως τοῦ παραλειφθέντος στοιχείου, δεδομένου ὅτι ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐκτιμήσεως δὲν τὸ εἶχε λάβει ὑπ' ὄψει τῆς. Ἐντὸς τῶν ἀνωτέρω ἐκτεθέντων ὁρίων, ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἐδέχθη ὅπως ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ διαβιβάσῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τοὺς φακέλλους, περίπτωσιν πρὸς περίπτωσιν, οἵτινες, φροντίδι τῆς τελευταίας ταύτης, θ' ἀποσταλοῦν πρὸς τὰς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας διὰ τὴν ἀναγκαίαν ἐξέτασιν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας, ἀφοῦ ἡχοχάρισθη τὴν Ἀντιπροσωπείαν τῆς Η.Α.Δ. διὰ τὸ πνεῦμα συνεργασίας καὶ καλῆς θελήσεως, τὴν παρεκάλεσεν ὅπως εὐαρεστηθῇ ν' ἀπαντήσῃ εἰς ὠρισμένα σημεῖα τῶν 17 ὑπομνημάτων τοῦ 1969, ἐπὶ τῶν ὁποίων ἡ αἰγυπτιακὴ πλευρὰ εἶχεν ἐπιφυλαχθῇ ν' ἀπαντήσῃ βραδύτερον, ἥτοι: α) ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς τραπεζικὰς προμήθειας, β) τὴν κτῆσιν τῆς ἑλληνικῆς ἰθαγενείας κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν δύο νόμων τῆς ἐθνικοποιήσεως, γ) τὴν διεκδίκησιν τοῦ δικαιώματος, εἰσπράξεως τῆς ἀποζημιώσεως ὑπὸ τῶν κληρονόμων τοῦ ἀποβιώσαντος δικαιούχου, δ) τὴν ἀπαίτησιν φόρων ἐπιβληθέντων μετὰ τὴν θέσιν ὑπὸ μεσεγγύησιν τῶν περιουσιῶν τῶν Ἑλλήνων ὑπηκόων ἀκόμη καὶ μετὰ τὴν περιέλευσιν τῶν περιουσιῶν τούτων εἰς τὸ Κράτος καὶ ε) τὴν κατάρθωσιν πιστοποιητικοῦ ἀποδεικνύοντος ὅτι ἡ περιουσία δικαιούχου τινὸς δὲν εὐρίσκεται ὑπὸ μεσεγγύησιν.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἀπήντησεν ὅτι τὸ σημεῖον (α) ἐλύθη καὶ ὅτι ἐδόθησαν ὁδηγίαι εἰς τὰς Τραπεζὰς ἵνα εἰσπράττουν προμήθειαν 1 % ἐπὶ τοῦ πραγματικοῦ πρὸς μεταφορὰν ποσοῦ καὶ οὐχὶ ἐπὶ τοῦ συνόλου τῆς ἀξίας τῆς ἐθνικοποιηθείσης περιουσίας. Ἐπὶ τοῦ σημείου (β) ἡ αἰγυπτιακὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι τὸ πρόσωπον ὅπερ θὰ εἶχεν ἀποκτήσῃ τὴν ἑλληνικὴν ἰθαγενείαν μετὰ τὸ 1960, ἐπωφελεῖται τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966 ὅσον ἀφορᾷ τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα ἅτινα θὰ εἶχον ἐθνικοποιηθῇ μετὰ τὴν κτῆσιν τῆς ἑλληνικῆς ἰθαγενείας, ἀρκεῖ τοῦτο νὰ πληροῖ τοὺς λοιποὺς ὅρους τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966. Τέλος, αὕτη προσέθεσεν ὅτι ἐδόθησαν προσφάτως σχετικαὶ ὁδηγίαι. Ἐπὶ τοῦ σημείου (γ) αὕτη διευκρίνισεν ὅτι ἐὰν ὁ δικαιούχος προέβῃ, ἐν καιρῷ, εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν ἀπασῶν τῶν νομίμων προϋποθέσεων καὶ ἀπεβίωσε μετὰ τὴν σύναψιν τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966, ἀλλὰ πρὸ τῆς μεταφορᾶς τῆς ἀποζημιώσεώς του, τότε ἡ ἐν λόγῳ ἀποζημιώσις ὀφείλεται καὶ πληρώνεται εἰς τοὺς μὴ/διαμένοντας ἐν Αἰγύπτῳ κληρονόμους τοῦ ἑλληνικῆς ἰθαγενείας. Ἐπὶ τοῦ σημείου (δ) αὕτη διευκρίνισεν ὅτι οἱ φόροι καὶ οἱ τόκοι αὐτῶν, αἵτινες ὀφείλονται μέχρι τῆς 24ης Μαρτίου 1964, θὰ πρέπει νὰ πληρωθοῦν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Μεσεγγυήσεως χρεώσει τοῦ ἐνεργητικοῦ τῶν ὑπὸ μεσεγγύησιν περιουσιῶν.

Ὅσον ἀφορᾷ τοὺς τόκους μετὰ τὴν ἐν λόγῳ ἡμερομηνίαν, τὸ ζήτημα ὑπάγεται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ὀθησαυροῦ, τὸ ὁποῖον ἔχει τὸ δικαίωμα ν' ἀρνηθῇ ἢ μὴ τὴν ἀπαλλαγὴν ἐκ τῶν ἐν λόγῳ τόκων συμφώνως πρὸς τὰ συγκεκριμένα δεδομένα ἐκάστης περιπτώσεως.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (ε) αὕτη ἀπήντησεν ὅτι θὰ δοθοῦν αἱ ἀναγκαῖαι ὁδηγίαι διὰ νὰ μὴ ἀπαιτῆται πλέον τὸ πιστοποιητικόν.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (α) τοῦ θέματος ὑπ' ἀριθ. 4, ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας, ἀναφερόμενος εἰς τὸ γεγονός ὅτι ὑπάρχουν εἰσέτι ἐνδιαφερόμενοι, οἵτινες, διὰ διαφόρους λόγους, δὲν ἡδυνήθησαν νὰ ὑποβάλουν αἰτήσεις

αποζημιώσεως εἰς τὰς Αἰγυπτιακὰς Τραπεζὰς, ἐντὸς τῆς ταχθείσης ὑπὸ τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966 προθεσμίας, προέτεινεν ὅπως, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν, δοθῇ παράτασις π.χ. δύο μηνῶν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Η.Α.Δ. ἀπῆντησεν ὅτι, ἀνεξαρτήτως τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ Ἑλλάς διὰ τῆς ρηθείσης Συμφωνίας ἐπέτυχεν τὴν μακροτέραν προθεσμίαν (2 ἔτη) διὰ τὴν ὑποβολὴν τῶν αἰτήσεων ἀποζημιώσεως, εἰς τρόπον ὥστε καὶ ἕτεραι χῶραι νὰ ζητήσουν τὴν ἰδίαν μεταχείρισιν, καὶ τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Η.Α.Δ. ἐπιθυμεῖ νὰ τερματίσῃ τὸ δυνατόν ταχύτερον, τὴν ἐκκαθάρισιν ὅλων τῶν περιπτώσεων ἀποζημιώσεως, θὰ ἦτο ἀναγκαῖον νὰ συναφθῇ μία νέα συμφωνία, ἥτις θὰ ἔδει νὰ κυρωθῇ ὑπὸ τῆς Βουλῆς.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (β) ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. συνεφώνησε μὲ τὴν ἀποψιν τῆς ἐλληνικῆς πλευρᾶς, καὶ ἐδήλωσεν ὅτι τὸ Ὑπουργεῖον Ὁθησαυροῦ ἀσχολεῖται νῦν μὲ τὴν παροχὴν τῶν ἀναγκαίων ὁδηγιῶν πρὸς τὴν Κεντρικὴν Τράπεζαν.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (γ) ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἐδήλωσεν ὅτι τὸ Ὑπουργεῖον Ὁθησαυροῦ ἀσχολεῖται μὲ τὴν ἐκδοσιν τῶν ὁμολογιῶν τῶν ἀφορώσων τὰς ὑπαχθείσας εἰς τὸν νόμον 15/1963 ἀγροτικὰς γαίας, ὅσον ἀφορᾷ δὲ τὰς ὑπαχθείσας εἰς τὸν νόμον 127/1961 ἀγροτικὰς γαίας τὸ Ὑπουργεῖον Ὁθησαυροῦ θὰ ἐκδῶσιν πιστοποιητικὰ καθορίζοντα τὸ ὕψος τοῦ ὀφειλομένου εἰς ἕκαστον Ἑλληνα ὑπῆκοον, δικαιούχον βάσει τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966, ποσοῦ. Ἐν ἀντίγραφον ἐκάστου πιστοποιητικοῦ θὰ διαβιβασθῇ εἰς τὴν Κεντρικὴν Τράπεζαν.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (δ), ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἀπεδέχθη τὴν ἀποψιν τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας, συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ὁ ἐντολοδόχος δύναται νὰ προβαίη εἰς ἀπάσας τὰς προβλεπομένας ἐν τῷ πληρεξουσίῳ πράξεις καὶ κατὰ συνέπειαν θὰ δοθοῦν ὁδηγίαι εἰς τὴν Κεντρικὴν Τράπεζαν ὅπως αὕτη μὴ ἀπαιτῇ νὰ γίνηται ἡ καταβολὴ τῆς ἀποζημιώσεως ἐν Ἑλλάδι προσωπικῶς εἰς τὸν δικαιούχον. Ἐξ ἄλλου, αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅτι, ἀφ' ἧς στιγμῆς ἀπασαι αἱ ἀπαιτούμεναι νόμιμοι διατυπώσεις συνεπληρώθησαν ὑπὸ τοῦ ἀρχικοῦ δικαιούχου καὶ τὸ ἀνήκον αὐτῷ ποσὸν ἀποζημιώσεως μετεβιβάσθη εἰς τὸν Εἰδικὸν Λογαριασμόν, οἱ κληρονόμοι αὐτοῦ δικαιοῦνται νὰ πληρωθοῦν ἀπὸ τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος, χωρὶς νὰ ὑπάρχῃ ἀνάγκη εἰδικῆς ἐξουσιοδοτήσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὁ θάνατος ἐπῆλθε μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ποσοῦ εἰς τὸν Εἰδικὸν Λογαριασμόν ἐπ' ὀνόματι τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος, εἰς τὴν περίπτωσιν δὲ ταύτην ἡ διανομὴ τοῦ ρηθέντος ποσοῦ μεταξὺ τῶν κληρονόμων θὰ γίνη ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ὑπὸ ἰδίαν αὐτῆς εὐθύνῃ.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (ε) ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἐδήλωσεν ὅτι δὲν ἠδύνατο νὰ ἱκανοποιήσῃ τὸ ἐλληνικὸν αἶτημα, δοθέντος ὅτι πρόκειται περὶ ἀρχῆς ἐπικρατησάσης εἰς ἀπάσας τὰς παρομοίας Συμφωνίας αἵτινες ὑπεγράφησαν μετὰ τρίτων Χωρῶν.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (στ) ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. διευκρίνισεν ὅτι, εἰς περίπτωσιν θανάτου τοῦ δικαιούχου μετὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ νόμου 150/1964 καὶ πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966, ἡ αἵτησις τῶν κληρονόμων διὰ τὴν μεταφορὰν τῆς ἀποζημιώσεως ἐπ' ὀνόματι των θὰ γίνη δεκτὴ, ἀρκεῖ νὰ πληροῦνται ἀπασαι αἱ ἀπαιτούμεναι ὑπὸ τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966 προϋποθέσεις.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (ζ) ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἐδήλωσεν ὅτι τὸ ζήτημα τελεῖ ὑπὸ μελέτην καὶ περιλαμβάνει ἀπαντας τοὺς ξένους, οἵτινες συνῆψαν δάνεια μετὰ τῶν Ἑμπορικῶν Τραπεζῶν, καταθέτοντες ὡς ἐγγύησιν κινητὰς ἀξίας.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (η) ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. παρέκάλει τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπεῖαν ὅπως γνωστοποιήσῃ αὐτῇ τὰ ὀνόματα τῶν ἐνδιαφερομένων καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων ἵνα πληρωθοῦν τὰ ἀνήκοντα εἰς αὐτοὺς μερίσματα καὶ κέρδη.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (θ) ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἔθεσεν ἐκ νέου τὸ ζήτημα τῆς παρακρατήσεως 10 % ἐπὶ τῶν ὑπὸ μεσεγγύησιν τελουσῶν ἐλληνικῶν περιουσιῶν καὶ ἐπεκαλέσθη τὴν Ρῆτραν τοῦ Μᾶλλον Εὐνοουμένου Κράτους ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως καὶ οἱ Ἕλληνες ὑπῆκοοι τύχουν τῆς ἰδίας μεταχειρίσεως ἥς ἔτυχον οἱ ὑπῆκοοι τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. διέψευσε κατηγορηματικῶς τὴν ὑπαρξιν ἐνὸς τοιούτου διακανονισμοῦ μετὰ τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας καὶ κατὰ συνέπειαν δὲν ὑφίσταται θέμα ἐφαρμογῆς τῆς ὡς εἰρηται ρήτρας.

Ἐπὶ τοῦ σημείου (ι) ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐπανελάβε τὴν ἐκτεθεῖσαν ἤδη εἰς τὸ σχετικὸν ὑπόμνημα τοῦ 1969 ἀποψιν. Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Η.Α.Δ. ἐπανελάβεν ὡσάυτως τὴν ἀποψιν τῆς, ἐδήλωσε δὲ συνάμα ὅτι πρόκειται ν' ἀνακοινώσῃ τὴν ἐλληνικὴν θέσιν εἰς τὰς ἀρμοδίας Ἀρχάς.

Αἱ συζητήσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διεξήχθησαν ἐντὸς ἀτμοσφαίρας πλήρους κατανοήσεως, καλῆς θελήσεως, συνεργασίας καὶ ἀμοιβαίας ἐγκαρδιότητος.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ἐπὶ τῆς ἀνάγκης ὅπως συναντῶνται τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, καὶ ἰδιαίτέρως, λόγῳ τῆς ἐξελίξεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας τοῦ 1966, νὰ συναντηθοῦν ἐκ νέου ἐντὸς τῶν προσεχῶν ἔξ μηνῶν.

Ἐγένετο ἐν Καίρῳ, τῇ 28ῃ Φεβρουαρίου 1971, εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς

Ἀντιπροσωπείας

ANT. KOPANTHS

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας
τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
ZAKARIA TEWFIK ABDEL FATTAH

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἔτησίᾳ συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παραρτήματα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παραρτήμα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογεῖν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παραρτήματα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἁρθροῦ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	»	500

Β. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν—Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500

II. Εἰς τὸ Δ' Τεύχος καὶ Παραρτήματα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱμαστικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ—ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθῆναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰς ἐπιτάγας διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε. Τ.

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ